

DIAL 3195

BRÉSIL - Dérivation du fleuve São Francisco : l'évêque Dom Luiz Cappio avait raison...

Ruben Siqueira

samedi 12 mai 2012, mis en ligne par [Dial](#)

En 2005 et 2007, l'évêque de Barra, dans l'État de Bahia, avait réalisé deux grèves de la faim pour protester contre le projet gouvernemental de dérivation des eaux du fleuve São Francisco [1]. Les travaux qui ont finalement débuté en décembre 2007 ont pour objectif final de dévier d'1,4 à 6% du cours d'eau pour alimenter, via des canaux et des galeries d'une longueur de 700 kms, des cours d'eau intermittents de la région nord-est du Brésil. Ce projet très coûteux, dont la réalisation devrait prendre une vingtaine d'années prévoit de construire des barrages et, pour ce faire, de déplacer près d'un million de personnes. Les critiques, nombreuses, mettent notamment en avant que ce chantier bénéficiera surtout aux grandes exploitations agricoles et non aux petits agriculteurs et aux habitants de la région [2]. Article publié dans le numéro 207 de Pastoral da Terra (janvier-février 2012), le [journal](#) de la Commission pastorale de la terre (CPT).

« L'abandon de la raison conduit à la folie ». En disant cela, l'évêque franciscain de Barra (État de Bahia), Dom Luiz Cappio, justifiait ses deux grèves de la faim, l'une en 2005 et l'autre en 2007, à l'encontre du projet de dérivation du São Francisco. Au nom de la défense du fleuve et de la zone semi-aride du Brésil, il disait que le projet ne prenait pas en compte le mauvais état du fleuve mais visait, comme toujours au Nordeste, à renforcer la mainmise sur l'eau et les terres. L'argent public serait dispersé et utilisé pour faire pression sur les électeurs, mais l'ouvrage - prédiction prophétique - ne serait jamais achevé.

Et en effet, contre la déraison, il avait raison ! Quatre ans et demi après son lancement, le projet trébuche, confirmant les critiques de l'évêque, de scientifiques respectés, et des mouvements populaires. Même le *Sertanejo* [3] natif de la région « bénéficiaire », jusqu'à maintenant confiant dans la promesse fabuleuse, commence à douter.

Comme nous sommes entrés en période électorale, les manœuvres du gouvernement comme celles de l'opposition, avec la presse à la remorque, apparaissent plus clairement. Le début de l'année 2012 abonde en informations diverses sur les retards du chantier de la dérivation. Le gouvernement essaie d'y remédier... Dans le jeu des intérêts - des entreprises, des politiciens, de l'industrie et du commerce agro-alimentaire, et des médias qui leur sont liés - on ne distingue pas toujours les faits qui donnent raison à l'évêque et aux autres critiques.

En octobre 2011 déjà, à l'occasion du 4 octobre, fête de saint François et fête du fleuve São Francisco, la formation populaire « São Francisco Vivo », qui regroupait plus de 300 organisations de la région, publiait un document de mise en garde et de confirmation de presque toutes les critiques à l'égard du projet. Elles étaient les suivantes :

- 1. - *L'ouvrage allait être beaucoup plus onéreux que prévu* : les 5 milliards du budget initial sont déjà passés à 6,8 milliards, soit une augmentation de 1,8 milliard, c'est-à-dire environ 36%. Et certains lots

n'ont pas encore fait l'objet d'appels d'offres, et viendront peser davantage sur le coût final.

- 2.- *L'opération ne répondrait pas aux besoins de la population la plus démunie* : en effet, elle n'a pas prévu la moindre goutte d'eau pour les plus pauvres, et le chantier a dévasté la production agricole partout où il est passé.

- 3.- *Le prix de l'eau allait devenir prohibitif* : aujourd'hui le gouvernement reconnaît que le mètre cube d'eau vaudra environ 0,13 réal (et pourrait être encore bien supérieur), six fois plus élevé que sur les rives du São Francisco, où de nombreux utilisateurs pour l'irrigation sont en défaut de paiement vis-à-vis des distributeurs de l'eau. Pour être économiquement viable, une subvention sera nécessaire et il est clair que c'est le peuple qui paiera la note.

- 4.- *Neuf communautés indiennes et cinquante quilombos [4] seraient affectés par le projet*. La délimitation de leurs territoires a été très difficile et des propriétés ont été démantelées. Dans le cas des Truká, à Cabrobó, dans l'État de Pernambouc, zone où l'armée a lancé le programme « Axe Nord », après repérage et bornage des terrains, les travaux ont été acceptés. Dans le cas des Tumbalalá, à Curaçá et Abaré, dans l'État de Bahia, sur l'autre rive, on a accepté le barrage de Pedra Branca. La FUNAI ne s'est pas encore prononcée sur le cas du territoire Pipipã, et n'a pas conclu sur celui de Kambiwá, deux ensembles qui seront divisés par les futurs canaux, au pied de la Serra Negra, site naturel et sacré pour plusieurs communautés. Beaucoup d'entre elles résistent. Dans la Serra Negra, les possesseurs de parcelles attribuées dans le cadre de la réforme agraire n'admettent aucun chantier dans leur zone.

- 5.- *Le projet allait détruire l'environnement* : la caatinga [5] a été en grande partie déboisée. Or, dans l'inventaire de « l'Axe Est », on a relevé plus de mille espèces végétales.

- 6.- *Les emplois créés seraient précaires et temporaires* : comme le résumait le cacique Nequinho Truká, « les emplois ont été temporaires, mais les problèmes sont permanents ». À Cabrobó, rien n'a subsisté de la relance économique promise, il n'est resté que déception et révolte. Dans les villes que le chantier a traversées, il n'est resté qu'un commerce désorganisé, des maisons désertées, des gens au chômage, des adolescentes enceintes...

- 7.- *L'étalement du chantier dans le temps allait permettre les manipulations des votes et des ressources* : En effet, l'ouvrage n'atténue pas, mais au contraire alimente « l'utilisation politique de la sécheresse ». Nouvelle indication de date pour la conclusion du chantier : 2014 ! Et d'ici là il y aura des élections en 2012 et aussi en 2014...

- 8.- *Parmi les graves conséquences du projet, deux restent à mesurer complètement et nous n'en connaissons le résultat que si l'ouvrage est finalement achevé* : il va affecter encore plus le fleuve São Francisco et n'apportera pas d'eau aux populations qui en ont besoin dans le Nordeste septentrional. Enfin, la dérivation profitera aux entreprises qui fourniront l'eau aux cultures irriguées et aux centres industriels du Pecém (État du Ceara) et de Suape (État de Pernambouc).

Les chantiers ont commencé dans la précipitation, sous la pression politique et électorale. Des travaux ont été approuvés et lancés sans étude suffisamment détaillée. Ont été superbement ignorées les conditions climatiques et géologiques de la région. Le résultat ne s'est pas fait attendre : canaux disjoints, effondrements dans les tunnels, glissements de terrain, infiltrations, etc. Des montagnes d'argent public ont été gaspillées ! Le gouvernement dit que l'obligation de remise en état incombe aux entreprises... Mais le coût total du projet a déjà augmenté de 36%. Et la date d'achèvement a été repoussée à 2015. Or il manque encore 30% de « l'axe Est » (287 kms) et 54 % de « l'axe Nord » (426 kms). Si tout arrive à son terme, le fonctionnement de l'ensemble ne sera atteint qu'en 2030 ! D'ici là, combien en coûtera-t-il encore aux coffres de l'État, combien faudra-t-il de patience aux Sertanejos et à la Nation, et dans quelle mesure le projet fera-t-il droit aux réalités scientifiques et aux exigences de l'éthique ?

Embauches annulées, caatinga dévastée, animaux morts, récoltes perdues, recommencements pénibles pour celui qui a perdu son bien et qui a été mal indemnisé... Dans un reportage du *Journal du commerce* (Recife, 07/02/2012), Maria Rosa, retraitée, du village Montevideú (municipe de Salgueiro, Pernambouc),

s'est déclarée indignée d'être privée d'une eau que le barrage, au lieu de lui apporter, lui a enlevée. « Où est cette eau qui ne vient pas ? Dieu seul est le maître. Je vais rester ici en espérant le secours de Dieu. On dit que celui qui espère en Dieu ne se décourage pas et moi je me sens fatiguée mais je tiens bon. » Tout le tapage fait jusqu'à maintenant autour de cette œuvre mirobolante a confirmé le « destin » du Nordeste, fait d'accommodation et de résistance. C'est ce que l'évêque Dom Luiz Cappio a bien compris depuis quarante ans. La lutte de toujours continue !

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3195.**

- Traduction de Lucile et Martial Lesay pour Dial.

- Source (portugais) : *Pastoral da Terra* (journal de la CPT), n° 207, janvier-février 2012.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, les traducteurs, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 2839 - « [BRÉSIL - Un évêque du Nordeste en grève de la faim pour protester contre le détournement des eaux du fleuve São Francisco](#) » (2005) et DIAL 2979- « [BRÉSIL - M^{gr}. Luiz Flavio Cappio met fin à son jeûne pour protester contre le détournement du fleuve São Francisco, « mais pas à \[s\]a bataille »](#) » (2008).

[2] Pour plus d'informations, se reporter à l'[article de Wikipédia consacrée à la question](#).

[3] *Sertão* : zone semi-aride. *Sertanejo* : habitant du *sertão* - NdT.

[4] *Quilombo* : ancien lieu de rassemblement d'esclaves fugitifs - NdT.

[5] *Caatinga* : zone arbustive - NdT.